

Enfants des rues: Les laissés pour

• **Agressions, viols, persécution... lot quotidien dans le Souss comme dans le reste du Maroc**

• **Le travail associatif et les actions de l'INDH insuffisantes à elles seules**

• **Où est passé le plan ficelé par Nouzha Skalli en 2011?**

UN lit douillet et une couverture, Aniss n'y a pas droit pour dormir. C'est du trottoir qu'il fait sa couche. A 11 ans, il est livré à lui-même et doit gérer sa vie tout seul depuis bientôt quatre ans. Pour oublier son quotidien morose où il doit mendier pour assurer sa pitance, cet enfant a fait de son torchon imbibé d'alcool son doudou. D'habitude, il s'estime relativement heureux s'il peut passer la nuit, libre, à la belle étoile car souvent, il est embarqué pour le commissariat par les membres de la police qui lui reprochent son vagabondage. Pour eux, sa place est auprès de sa famille. Parce qu'il en a une. «Je ne peux pas rejoindre ma mère car mon propre père me tabasse tout le temps... Il ne supporte pas ma vue», explique Aniss dans un de ses moments de lucidité. Mais le cas de cet enfant n'est pas isolé. En effet, à Agadir le phénomène des enfants des rues s'amplifie chaque jour un peu plus.

La pauvreté et les diverses difficultés de la vie quotidienne poussant de plus en plus de femmes à travailler chez des particuliers, dans des usines, fermes, stations d'emballage, laissent la place vide. Les faibles revenus ont un impact négatif sur le vécu de ces classes ouvrières défavorisées et peu instruites. A ceci, s'ajoutent les répercussions engendrées par la crise économique, très perceptible sur cette catégorie sociale. Les enfants qui grandissent dans ces milieux restent seuls ou mal encadrés pendant les horaires de travail de leurs parents, ce qui finit par les conduire à la rue épisodiquement au début, et où ils finissent par élire domicile. Une situation qui va en s'aggravant du fait de l'évolution démographique et du taux d'activité croissant des deux parents. A Agadir et sa périphérie, le phénomène des enfants des rues est visible dans les grandes artères, les carrefours, les gares, la zone touristique, les terminus, les parkings... Dans un contexte de régionalisation avancée, et avec des budgets de plusieurs centaines



A Agadir et sa périphérie, les enfants des rues sont livrés à eux-mêmes, la ville ne disposant pas d'assez de structures dédiées pour tous les accueillir. Dormir à la belle étoile, à même le sol est souvent un «luxe». La plupart du temps, ils sont agressés et violés... (Ph. AA)

de millions DH, sans parler des excédents, la région et ses communes n'ont pas encore pu venir à bout de ce phénomène des enfants des rues, en mettant en place des solutions définitives pour la petite enfance en difficulté. Pourtant, en 2011, la région était sur la bonne voie, avec un contrat-programme et une convention signés entre le ministère du Développement social, de la famille et de la solidarité, l'Entraide nationale et la wilaya pour la mise en fonction du programme de convergence territoriale de la protection de l'enfance au niveau d'Agadir, ainsi qu'avec la Fondation du sud, portant respectivement sur la création d'une unité mobile pour les enfants des rues et la création de crèches communautaires de solidarité. Et ce, dans le cadre du Plan d'action national de l'enfance.



compte des stratégies publiques

Le budget du ministère qui devait être déboursé alors, était de 3,9 millions DH étalé sur trois ans, à raison de 1,3 million

DH par an. Quant à elle, la Fondation du Sud devait avancer un budget de 2 millions DH dans ce projet. Ce qu'elle a fait.

Or, du côté du ministère, il n'y a pas eu de suite, la convention signée par l'ex-ministre Nouzha Skalli n'ayant pas survécu

à son mandat. Pourtant, son opérationnalisation aurait permis, avec la conjugaison des efforts de tous les partenaires, de trouver des solutions définitives aux enfants des rues et de les réinsérer socialement. Et atteindre ainsi l'objectif tracé, à savoir, «Agadir sans enfants des rues». Une action qui est pourtant à la portée des autorités... D'où, l'étonnement général qu'il n'y ait pas eu de continuité de l'Etat sur un sujet aussi sensible que celui de la petite enfance en difficulté.

Dans le cadre de la stratégie régionale de lutte contre la pauvreté et la précarité, l'Initiative nationale de développement humain (INDH) avait quant à elle, créé alors quelques structures. Notamment, un Centre pour enfants abandonnés au quartier Tilila à Agadir, un centre d'accueil à Inezgane-Ait Melloul et un centre familial à Taroudant. D'autres centres ont vu le jour dans le chef-lieu du Souss grâce à la Fondation du Sud et ses bailleurs

Recherche Ayoub ...

23h30mn, corniche d'Agadir. Ayoub se prépare enfin pour dormir. Sa journée a été longue. A 20 ans, ce jeune qui paraît avoir à peine 14 ans, vit dans la rue depuis seulement quelques mois. En fait, il a vécu une bonne dizaine d'années dans un centre de sauvegarde de l'enfance d'où il a été éjecté dès qu'il a atteint l'âge de 18 ans, n'étant plus accepté dans cet espace au-delà de sa majorité. Perdu, ne sachant vers qui se tourner, il a eu la chance de rencontrer une âme charitable qui va parler de son cas à un propriétaire d'une école de coiffure. Ce dernier va généreusement lui proposer de lui offrir une formation pour décrocher un diplôme de coiffure afin de pouvoir intégrer le marché du travail et devenir indépendant. Toutefois, un problème reste posé. Où Ayoub pourrait-il dormir? Sa mère, remariée, vit à Marrakech et sa sœur dont il vient de découvrir l'existence et qu'il a vu une seule fois, est mariée elle aussi et vit à Azrou. C'est le patron de l'école de coiffure, M. Brahim, qui encore une fois

va lui trouver la solution en intercédant en sa faveur auprès du gérant d'un café. Ayoub donnera un coup de main pendant le service du soir, en contrepartie, il pourra passer ses nuits dans le local. Le marché fut conclu mais respecté durant seulement quelques semaines. Le jeune se retrouve donc encore une fois dans la rue. «Nous sommes plusieurs sans-abri à dormir sur la corniche, pendant l'été le temps est clément, mais durant l'hiver on souffre beaucoup plus parce qu'il fait trop froid», explique-t-il. Son rêve? Amasser assez d'argent grâce aux fleurs qu'il vend chaque soir aux couples qui viennent sur la balade, afin de pouvoir monter une petite affaire, en tant que cireur ou vendeur de détail, pour subsister en attendant d'avoir son diplôme. Néanmoins, le destin en a peut-être décidé autrement, Ayoub s'étant perdu dans la nature. En effet, depuis plus de huit jours, il ne vient plus à l'école de coiffure. Les recherches de M. Brahim pour le retrouver sont restées vaines. Il n'est, ni dans les commissariats, ni dans les environs... Silence radio. □

Anir: petite association, grandes ambitions, peu de moyens...

CETTE structure a vu le jour sur une initiative de la Fondation du Sud pour mettre en application le projet de la récupération des enfants et leur réintégration dans un milieu plus sain, familles, centres... Des objectifs dont l'association Anir d'aide aux enfants en situation difficile, qui a démarré dans le Centre de sauvegarde de la jeune fille d'Agadir, a fait son cheval de bataille depuis 8 ans. Disposant depuis 3 ans d'un établissement d'accueil à Inezgane, Anir n'en continue pas moins sa collaboration avec le Centre de sauvegarde de la jeune fille. Toutefois, bien que le nouveau centre dispose d'une capacité d'accueil de 40 lits, seuls 17 enfants y sont accueillis, les moyens de l'association ne permettant pas d'avoir plus de ressources humaines. Ainsi, les 17 pensionnaires, n'ont qu'un seul éducateur pour s'occuper d'eux 24h sur 24. Sans parler de la difficulté de gérer dans le même espace de très jeunes enfants et des adolescents en plein élan.

Il faut préciser toutefois que l'association a trouvé une autre perspective de travail depuis 2011, via un concept nouveau dans la région, mis en place avec l'aide de la Fondation du Sud. (Cf. L'Economiste, édition du 18/7/2011). C'est l'unité mobile de protection de l'enfance (UMPE), un service ambulatoire avec une offre diversifiée, visant à apporter l'aide nécessaire pour l'amélioration des conditions de vie des enfants



La Fondation du Sud a mis en place 6 crèches communautaires de solidarité dont 2 avec transport scolaire. L'objectif étant que les enfants soient bien encadrés et pris en charge durant l'absence de leurs parents (Ph. AA)

des rues, âgés de quelques jours à 19 ans et plus. Le véhicule d'assistance sociale et médicale d'urgence, est facilement identifiable. Cette unité permet de transporter plusieurs enfants avec la possibilité d'effectuer des soins ou un entretien. Parmi les moyens matériels mis en place au départ, une flotte téléphonique et des motos avec éclairage. Or, une fois que les motos ont été usées, il n'a pas été possible de les renouveler à cause du manque de fonds, d'autres services étant priori-

taires. «La procédure de travail consiste en l'étude du milieu via la rencontre avec les gens des quartiers ciblés, la présence dans les points noirs et les zones à risque», explique Meriem Erraoui, directrice du centre Anir. «Il s'agit ensuite de s'identifier et de gagner progressivement la confiance des enfants pour concrétiser une relation avec l'UMPE», a-t-elle

ajouté. Ainsi, en 2014, le nombre de bénéficiaires a atteint 368 dont 283 garçons, 85 filles et 96 familles.

Un peu moins en 2015 qui a vu passer 341 bénéficiaires dont 231 garçons, 110 filles et 71 familles. Cette régression ne s'explique pas par une amélioration dans le climat social, mais par le peu de moyens matériels et des ressources disponibles. En



plus de son engagement, la force d'Anir est sa présence sur le terrain et son travail en réseau avec tous les intervenants en relation avec l'enfance. Encore faut-il qu'elle ait les véritables moyens matériels et financiers pour concrétiser toutes ses visions et objectifs en faveur de l'enfance en situation de rue dans la région. □

F. N.

ENQUÊTE

Enfants des rues: De trop rares initiatives

de fonds. Notamment, SOS Village, le Centre de sauvegarde de la jeune fille d'Agadir, le Centre de récupération d'Ait

Melloul, en plus de 6 crèches communautaires de solidarité dont 2 avec transport scolaire... pour ne citer que ceux-là. Mais

leur capacité d'accueil reste trop limitée, ainsi, elles ne répondent pas à toute la demande. A titre comparatif, Montpellier,



L'Unité mobile de protection de l'enfance (UMPE) se veut un programme curatif, se basant sur le contact direct et l'intervention d'urgence auprès des enfants des rues. Elle dispense une assistance médicale, paramédicale, psychosociale et une orientation en adéquation avec leur situation. Elle permet de même d'installer des liens de confiance et un dispositif plus durable, celui de l'insertion et du développement de l'enfant en l'impliquant dans son projet de vie. Des petits bouts de vie et d'espoir dispensés çà et là... (Ph. AA)



avec une population moins importante que celle d'Agadir, dispose de 22 centres de récupération de la petite enfance en difficulté.

L'opérationnalisation de la convention aurait donc permis de mettre en place plus de véhicules à la disposition de l'unité mobile et au moins 18 crèches communautaires au total. «Chaque jour, des enfants souffrent d'agression, de viol, de vol et de persécution... ils meurent même dans la rue...pour eux, chaque jour qui passe est un jour de souffrance de plus», s'insurge cet acteur associatif. «La responsabilité morale de ces laissés pour compte revient au ministère!», martèle-t-il. En fait, le problème est qu'il n'y a

Ceux que l'unité mobile a pu sauver

Nombre de bénéficiaires et répartition par âge

2014			
Age	Garçons	Filles	Total
0-5 ans	4	8	12
6-10 ans	43	8	51
11-15 ans	64	31	95
16-18 ans	52	19	71
19 ans et plus	68	44	112
Total	231	110	341
2015			
0-5 ans	15	11	26
6-10 ans	72	23	95
11-15 ans	28	105	133
16-18 ans	60	9	69
19 ans et plus	39	34	73
Total	263	102	368

Des chiffres qui secouent. Ce sont des jeunes enfants qui ont moins de 11 ans que l'on retrouve en majorité dans les rues. Entre 6 et 10 ans, c'est la tranche d'âge la plus importante en 2015 chez les garçons, alors que pour les filles c'est plutôt la tranche d'âge entre 11 et 15 ans qui se retrouve SDF. L'âge où les petites filles nubiles deviennent pubères... Quelle vie attend ces enfants? Comment une société en arrive-t-elle là....?

Sur le terrain quelques volontés s'activent mais sans grands moyens. Dans le cas de cette association, si les chiffres semblent avoir régressé par rapport à 2014 ce n'est qu'un effet trompe l'oeil: Ne vous méprenez pas, ce n'est pas le climat social qui s'améliore, mais c'est la faiblesse des moyens qui ne permet pas de faire mieux.

pas une seule instance responsable de ces enfants, les interlocuteurs sont multiples.

Il y a une insuffisance de coordination intersectorielle et de ressources humaines qualifiées. «L'idéal serait de créer une Agence nationale de protection de l'enfance, un organisme qui permettra de fédérer toutes les énergies», déclare Driss Bouti, Secrétaire général de la Fondation du Sud. «Ces enfants qui souffrent dans les carrefours à Agadir, Inezgane, Ait Melloul, Koléa... doivent relever d'un seul département qui en sera officiellement responsable», a-t-il ajouté. Il faut rappeler dans ce sens, l'article 31 de la nouvelle Constitution qui stipule que l'Etat doit faciliter l'égal accès des citoyens et citoyennes, y compris les enfants en situation difficile, aux conditions leur permettant de jouir de leur droit à la santé, à la protection sociale, à l'éducation et à la formation professionnelle. □

Fatiha NAKHLI

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com